

Mohamed Béavogui nommé premier ministre de transition

écrit par GuineePolitique© | 7 octobre 2021



Politique

Le colonel Mamady Doumbouya a nommé un vétéran du développement pour former un gouvernement de transition, un mois après le putsch contre le président Alpha Condé.

Un mois après être arrivé au pouvoir à la suite d'un putsch, le nouveau président de transition en République de Guinée, le colonel Mamady Doumbouya, a nommé, mercredi 6 octobre, Mohamed Béavogui, un vétéran du développement sans expérience gouvernementale, au poste de premier ministre. Le colonel Doumbouya, commandant des forces spéciales qui ont renversé Alpha Condé le 5 septembre, tient ainsi sa promesse de nommer un premier ministre civil, une personnalité éloignée de la politique intérieure et peu suspecte de participation aux querelles intestines des dernières années.

Mohamed Béavogui, âgé de 68 ans, qui a été « *ancien sous-secrétaire général des Nations unies, est nommé premier ministre de la transition, chef du gouvernement* », selon le décret lu mercredi soir à la télévision publique. Depuis le putsch, celui qui a prêté serment comme président de transition vendredi a promis de rassembler les Guinéens, au-

delà des appartenances politiques ou ethniques.

M. Béavogui est le fils d'un diplomate originaire de Macenta, en Guinée forestière (région du sud du pays) et le neveu par sa mère de Diallo Telli, premier secrétaire général de l'Organisation de l'Unité africaine (OUA), mort en 1977 au camp Boiro, prison symbole du régime répressif du « *père de l'indépendance* » guinéenne, Sékou Touré. Diplômé d'ingénierie en Russie, expert du financement du développement agricole et de la gestion des risques, il a occupé plusieurs postes à responsabilités, dans le secteur privé ou dans des institutions internationales, y compris dans le système onusien.

« Refondation de l'Etat »

La junte a dit qu'elle rendrait le pouvoir aux civils après des élections à la fin d'une période de transition. Durant cette période transitoire, elle dit vouloir procéder à une « *refondation de l'Etat* », rédiger une nouvelle Constitution, lutter contre la corruption, réformer le système électoral et organiser des élections. Mais elle n'a toujours pas fixé la durée de cette transition ni précisé le contenu politique de ses plans.

Le nouveau chef du gouvernement devra proposer des ministres au colonel Doumbouya et, « *dans un délai n'excédant pas trente jours* » après la nomination des ministres, lui soumettre « *le plan d'actions* » du gouvernement, dispose la « *charte* », sorte d'acte fondamental de la transition publié le 27 septembre. Le gouvernement et son chef répondent entièrement au colonel Doumbouya, lequel approuve les noms proposés comme ministres et peut les révoquer, tout comme le chef du gouvernement. Le gouvernement « *exécute et conduit la politique de la Nation définie par le président de la transition* », dit la charte. Par ailleurs, aucun membre des institutions de transition ne pourra se présenter « *ni aux élections nationales ni aux*

élections locales qui seront organisées pour marquer la fin de la transition ».

La Communauté des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao), inquiète de l'instabilité et d'un effet de contagion des coups d'Etat, a réclamé des élections présidentielle et législatives sous six mois. Elle a décidé de geler les avoirs financiers des membres de la junte et de leur famille et de les interdire de voyage. Mais les experts conviennent que le colonel Doumbouya semble résolu à prendre le temps de mener à bien ses projets.

Source: Le Monde avec AFP
